

ÉDITORIAL

Alors que le théâtre d'ombres de la campagne présidentielle française se poursuit sans que les vrais problèmes - notamment au plan international - ne soient réellement abordés, le CADTM continue son travail d'expertise, de veille et d'action militante sur le thème de la dette et tout ce qui s'y rapporte. Ce bulletin a une fois de plus l'ambition de réveiller les consciences et de placer ces enjeux au cœur du débat. Nous le dédions aux dizaines de milliers de victimes de la répression française à Madagascar, il y a tout juste 60 ans, en mars 1947.

▼ L'ÉQUIPE DU CADTM FRANCE

INÉGALITÉS AU GALOP

Les Etats-Unis, champions de l'ultralibéralisme, sont aussi les champions du creusement des inégalités. Un rapport de *The McClatchy Newspapers* publié le 23 février dernier fournit des données alarmantes. Au total, 16 millions d'Américains vivent dans un état « *de grande ou d'extrême pauvreté* », chiffre en augmentation de 26% entre 2000 et 2005. Alors que les économistes ne retiennent qu'une formidable croissance économique, on voit bien que cette croissance se révèle appauvrissante pour des millions d'individus. Le mythe de la croissance salvatrice et de la mondialisation heureuse doit être déconstruit de toute urgence. Aujourd'hui, 43% des 37 millions de pauvres aux Etats-Unis vivent dans un état de grande pauvreté, ce qui est « *le taux le plus élevé depuis 1975. La part des très pauvres parmi les Américains pauvres s'est accrue lentement mais sans discontinuer au cours des trois dernières décennies.* » Le rapport précise : « *Ce que nous voyons sous nos yeux est un accroissement très préoccupant de la grande pauvreté.* » A quand des choix radicalement opposés à ceux du modèle économique dominant qui n'est capable de générer qu'une croissance profondément inégalitaire ?

QUI A DIT ?

« *Personne ne doit chercher à mourir au pouvoir ; il faut arrêter, se promener et vivre un peu le temps qui reste.* »

« *Peuple d'Occident / Réveille-toi réveille-toi / C'est pas Le Pen ou Pasqua / Qui suppriment la dette de nos Etats* »

AGENDA

16 mars, Lille (59) : activité sur le pétrole au Congo organisée par Survie avec le CADTM Lille, Maison de l'éducation permanente, 19h

17 mars, Achères (78) : intervention de Véronique Racine aux 10 ans de l'AASI

19 mars, Vizille (38) : intervention de Mylène Chantran et Evelyne Chevalier après *Bamako*

20 mars, Bourg d'Oisans (38) : intervention de Mylène Chantran et Evelyne Chevalier après *Bamako*

21 mars, Rennes (35) : intervention de Claude Quémar à l'Université, 13h30

22-23 mars, Oloron Ste Marie (64) : interventions d'Olivier Duteille après *Bamako*, ciné *Le Luxor*

23 mars, St Claude (39) : intervention de Claude Quémar après *Bamako*

23 mars, Ajaccio (20) : intervention d'Eric Toussaint après *Bamako*, 20h30

23 mars, St Hilaire du Touvet (38) : intervention de Martine Toulotte et Mylène Chantran après *Bamako*

24 mars, Paris : intervention de Claude Quémar au colloque UCIJ à la fac de Censier

24 mars, Nîmes (30) : participation du CADTM Nîmes au Carnaval des Différences

25 mars, Fontvieille (13) : intervention du CADTM Nîmes avec l'Amap Cidamos

26 mars, Alès (30) : intervention de Claude Quémar au lycée J-Baptiste Dumas

26 mars, Bourges (18) : intervention de Damien Millet avec Attac

26 mars, St Ouen (93) : intervention de Julie Castro après *Bamako*

27 mars, Vénissieux (69) : intervention de Claude Quémar

30 mars, Chartres (28) : intervention de Damien Millet après *Bamako*

6 avril : intervention de Véronique Racine dans un lycée du Val d'Oise

12 avril, Cozes (17) : intervention de Claude Quémar après *Bamako*

13 avril, Clermont-Ferrand (63) : intervention de Damien Millet avec Les Amis du Temps des Cerises et du *Monde diplomatique*, 20h30

14 avril, Clermont-Ferrand (63) : café-débat avec Damien Millet, Café *Les Augustes*, 14h

19 avril, Baisieux (59) : intervention du groupe CADTM de Lille

GUINÉE : CHRONIQUE D'UNE RÉVOLTE LÉGITIME

Le 10 janvier dernier, une coalition syndicale et les partis d'opposition ont lancé un mouvement de contestation, avec grève générale et illimitée, demandant le départ du président Lansana Conté, au pouvoir depuis 23 ans et très affaibli par la maladie depuis quelques années.

Trop, c'est trop. Conté était allé en personne faire libérer de prison des amis (Mamadou Sylla, PDG du groupe Futurelec, et Fodé Soumah, ancien ministre de la Jeunesse, des Sports et de la Culture) qui avaient détourné des fonds publics (1,3 milliard de FCFA, environ 2 millions d'euros) : «*la justice, c'est moi*». Devant l'intolérance du pouvoir, le mouvement s'est renforcé. Le 22 janvier, les forces armées ont tiré et 49 manifestants ont été tués. Le soir même, les principaux dirigeants syndicaux ont été arrêtés, puis libérés sous les pressions internationales.

Le 27 janvier, les syndicats ont signé un accord avec les autorités, dans lequel ils acceptent de suspendre la grève jusqu'au 12 février, date à laquelle un premier ministre de consensus devra avoir été nommé. L'avant-veille de l'ultimatum, Conté annonce la nomination d'Eugène Camara, qui était son ministre des Affaires présidentielles. Estimant que l'accord a été violé, que cet homme était trop proche de leur tyran, les syndicats reprennent la grève. Le président répond alors en décrétant l'état de siège jusqu'au 23 février. Puis, suite à sa demande de prolonger cet état de siège, les députés ont voté contre à l'unanimité. Ensuite, Conté a nommé un nouveau premier ministre : Lansana Kouyaté (représentant spécial de la Francophonie à Abidjan). Les Guinéens attendent avec impatience de voir comment leurs revendications vont être considérées et sont prêts à reprendre la lutte si leurs droits sont une fois de plus bafoués.

La violence est le seul langage que les dictateurs connaissent. En juin 2006, lors d'une grève générale précédente, une manifestation d'étudiants avait été fortement réprimée, faisant 21 morts. Un mois plus tôt, sous les «conseils» du Fonds monétaire international (FMI), une hausse du prix du carburant avait été décrétée, aggravant la situation déjà très fragile des populations.

La Guinée est classée 160ème sur 177 pays dans le dernier Rapport mondial sur le développement humain, avec 9,4 millions d'habitants dont 40 % vivent sous le seuil de pauvreté, selon le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud). L'espérance de vie y est de 48 ans pour les hommes et de 50 ans pour les femmes. Avec deux tiers des réserves mondiales de bauxite, la Guinée est le deuxième producteur mondial ; ses gisements sont considérés comme un «scandale géologique». Son sous-sol regorge aussi de fer, d'or, de diamants, de manganèse, de zinc, de cobalt, de nickel, d'uranium... Toutes ces richesses ne profitent qu'à des compagnies étrangères et aux élites locales. Dans ce pays, qualifié de «château d'eau de l'Afrique de l'Ouest», l'accès à l'eau potable reste impossible pour la majorité. La dette extérieure est estimée à près de 3,5 milliards de dollars, équivalente à son PIB.

Une fois de plus, les médias ont montré la plus grande indifférence envers ce peuple qui se bat pour des revendications légitimes, sans armes, tiré comme du gibier. Terrible bilan : 113 morts, des centaines de blessés, pour

des droits sans cesse niés. Espérons que tout cela n'aura pas été inutile, car finalement, la principale revendication a été détournée : Conté est toujours là et reste le maître.

YVETTE KROLIKOWSKI

LIRE

+ **Comment les riches détruisent la planète**, Hervé Kempf, Seuil, 2007.

Enfin ! Enfin un livre qui éclaire le lien intime entre crise environnementale et crise sociale. Pour l'auteur, journaliste au *Monde*, un changement urgent de cap s'impose mais une classe dirigeante prédatrice et cupide, au service de l'idéologie néolibérale, y fait obstacle. La crise écologique actuelle est d'abord décrite en détail, mais le sursaut ne vient pas : «*Si rien ne bouge, alors que nous entrons dans une crise écologique d'une gravité historique, c'est parce que les puissants de ce monde le veulent.*» Le lien avec la crise sociale est alors fait de manière très pertinente, ces deux crises formant les «*deux facettes d'un même désastre [...] mis en oeuvre par un système de pouvoir qui n'a plus pour fin que le maintien des privilèges des classes dirigeantes.*» Les puissants du monde servent cette logique, qu'ils soient du Nord ou du Sud : «*Dans les pays les plus pauvres, la caste s'est constituée aux sommets de l'Etat en lien avec celle des pays occidentaux : les classes dirigeantes locales ont négocié leur participation à la prédation planétaire par leur capacité à rendre accessibles les ressources naturelles aux firmes multinationales ou à assurer l'ordre social.*» Pour éviter toute remise en cause, l'oligarchie mondiale sert alors le discours intéressé de la croissance qui permet de ne pas poser la question de la distribution de la richesse : «*La poursuite de la croissance matérielle est pour l'oligarchie le seul moyen de faire accepter aux sociétés des inégalités extrêmes sans remettre en cause celles-ci. La croissance crée en effet un surplus de richesses apparentes qui permet de lubrifier le système sans en modifier la structure.*» Pour parvenir à ce but, tout est permis, y compris l'abaissement des libertés publiques et de la démocratie. Un petit livre vivifiant, parfaitement complémentaire de ceux du CADTM, qui est d'ailleurs cité à plusieurs reprises.

+ **Afrique, pillage à huis clos**, Xavier Harel, Fayard, 2006.

Du Congo au Nigeria, de la Guinée équatoriale à l'Angola, l'auteur, journaliste à *La Tribune*, décrit en détail où passe l'argent du pétrole et des richesses naturelles africaines. Il met en lumière la corruption débridée (notamment celle du régime de Sassou Nguesso au Congo), la responsabilité des dirigeants occidentaux comme Chirac ou Blair, celle des grandes entreprises comme Total ou BNP Paribas, celle des fonds vautours, des paradis fiscaux et des grandes places financières comme la City de Londres. Appelant à la fin du «*bal des hypocrites*», il nous livre un ouvrage bien écrit et passionnant, qui réclame la transparence comme «*antidote à la corruption*». Cependant, il exonère trop facilement le FMI et la Banque mondiale de leurs multiples responsabilités et n'envisage pas une seconde la remise en cause de la mondialisation néolibérale elle-même. Pour lui, la corruption est une anomalie qu'il faut corriger pour que les affaires continuent, alors qu'en fait, elle est la conséquence inévitable d'un modèle économique qui apporte chaque jour la preuve de son échec à garantir les droits humains fondamentaux. Et pour éradiquer l'une, nul doute qu'il faudra abolir l'autre...

DAMIEN MILLET

BHOUTAN : LE PAYS DU BONHEUR NATIONAL BRUT...

Royaume himalayen de la taille de la Suisse, entre l'Inde au sud et le Tibet au nord, le Bhoutan est un pays qui fait peu parler de lui. Il s'y passe des choses qu'un esprit occidental trouve étranges, voire totalement archaïques. Voici un pays où la télévision resta interdite jusqu'en 1999 ; où l'on pratique au nom des valeurs du bouddhisme l'interdiction totale de fumer ; où l'on a inscrit dans la loi l'obligation de porter les vêtements traditionnels ; voici enfin un pays sans constitution qui dit-on est la dernière «monarchie absolue» de la planète.

Même si l'essentiel des mesures qui intéressent les gens se prend en réalité dans les centaines de communautés villageoises qui composent le pays, le roi semble décider de tout, et même parfois de ne plus être roi. Tout récemment, le 14 décembre 2006, le roi Jigme Singye Wangchuk, 51 ans, qui régnait depuis 1972 a ainsi abdicé en faveur de son fils de 27 ans, Jigme Khesar.

Par souci d'indépendance, ce pays singulier a choisi de ne pas avoir de relations diplomatiques avec les grandes puissances politiques de notre monde : les 5 «patrons» du Conseil de Sécurité de l'ONU (Etats-Unis, Russie, Royaume-Uni, France et Chine) sont ignorés par les autorités bhoutanaises qui préfèrent traiter avec l'Australie, le Japon, les pays scandinaves et bien sûr l'Inde, l'indispensable voisin.

Le Bhoutan n'a donc que peu de contacts avec les institutions financières internationales dominées par les grandes puissances et sa politique économique est pour le moins originale puisque depuis 35 ans, elle s'est fixée pour objectif d'augmenter le «Bonheur National Brut». En opposition avec la définition du «Produit National Brut», qui fait de la criminalité ou d'une catastrophe naturelle une potentielle source de richesse, le Bhoutan a choisi une voie de développement qui se veut plus harmonieuse et fondée sur 4 éléments : la conservation et la promotion de la culture nationale, la sauvegarde de l'environnement, l'utilisation durable des ressources naturelles et la «bonne gouvernance responsable».

Dans la théorie du BNB, l'emprunt est utilisé avec une prudence infinie. Jusqu'ici, le Bhoutan a privilégié les accords bilatéraux (le Danemark est un de ses principaux prêteurs) et les projets qui concernent essentiellement les secteurs de l'éducation ou de la santé. L'endettement du Bhoutan est resté ainsi très limité par rapport à la plupart des pays du Sud : le service de la dette, équivalent à 4,5% des exportations et 1,2% du revenu national brut, est nettement inférieur à celui de tous ses voisins. On peut rappeler qu'un pays comme le Burkina Faso utilise 16% du revenu de ses exportations pour le service de sa dette ; au Brésil, c'est 11,5%, et en Indonésie, 10,5%.

Actuellement, c'est l'Inde qui est le principal bailleur de fonds du Bhoutan car elle est intéressée par le potentiel hydro-électrique des rivières de son voisin. L'Inde finance donc la construction de barrages et dispose ensuite à tarif privilégié de 60% de leur production. Les 40% restants sont utilisés à l'électrification des campagnes bhoutanaises où vivent encore 98% de la population.

Si les bailleurs de fonds internationaux ne sont pas très intéressés par la mainmise sur ce petit pays, c'est bien

sûr que les conditions sont peu favorables aux investissements étrangers : un isolement géographique plutôt radical, un marché intérieur restreint d'environ 2 millions de paysans, dont 30% vivent sous le seuil de pauvreté, une absence d'infrastructures modernes indispensables à l'industrialisation (5 000 km de routes asphaltées seulement).

Le Bhoutan dispose pourtant de ressources forestières, touristiques et hydrauliques considérables, propres à attirer les investissements étrangers mais la politique du BNB limite sérieusement les appétits : 26% du territoire national a été transformé en parcs naturels et les coupes de bois sont très surveillées. Quant au tourisme, les autorités bhoutanaises ne veulent pas qu'à l'instar du Népal voisin, leur pays devienne un nouveau paradis pour trekkers occidentaux, souilleurs de sommets. Les séjours au Bhoutan sont soumis à une taxe spéciale de 40 dollars par jour qui s'ajoutent aux frais de séjour minimum, réglementés par les autorités, qui vont de 130 à 220 dollars par jour (transports, hébergement...), ce qui en fait l'une des destinations les plus chères du monde.

Et pourtant loin des circuits financiers internationaux toujours présentés comme indispensables au développement, le Bhoutan a réalisé quelques progrès remarquables : avec 3.6% de son PIB consacré à la santé, le pays dispose de 5 fois plus de lits d'hôpitaux que le Bangladesh et 8 fois plus que le Népal. L'espérance de vie à la naissance selon l'OMS est de 63 ans, soit une augmentation de 16 ans sur les 23 dernières années. La corruption y est beaucoup moins répandue que dans les autres pays du Sud. Par contre l'éducation reste à la traîne : le taux d'alphabétisation n'atteint que 44% selon les chiffres officiels, ce qui n'est guère mieux que chez les voisins et c'est pour améliorer la situation dans ce domaine que l'Etat a accepté récemment le financement de certains projets par la Banque Mondiale. Avec une agriculture qui reste fondée sur les cultures vivrières, le Bhoutan demeure par ailleurs à l'abri des pénuries alimentaires.

La politique du BNB bhoutanais a donc contribué à protéger la culture nationale et à préserver l'environnement tout en améliorant la vie quotidienne des populations. La vie politique devrait bientôt se moderniser : le roi a annoncé pour 2008 toute une série de réformes libérales. Il reste à souhaiter que le Bhoutan accepte plus de transparence en information et surtout qu'il se préoccupe enfin du problème de sa minorité hindoue d'origine népalaise, qui est considérée par les autorités comme une menace contre la culture du pays. 100 000 personnes, qui contestaient l'obligation de porter les vêtements traditionnels bhoutanais et l'interdiction de pratiquer la langue népalaise, ont été chassées du Bhoutan par l'armée et vivent aujourd'hui dans des camps de réfugiés.

▼ SERGE VIENNE

Bulletin du CADTM France

17 rue de la Bate, 45150 Jargeau - France

Tel : 00 33 (0)2-38-59-98-28

Email : france@cadtm.org

Directeur de la publication : Damien Millet

Photo : MAE (p5) - Nicolas Sersiron (p6)

ISSN 1634-5932

Dépôt légal : à parution

LE LIBÉRALISME NUIT À LA SANTÉ DES PEUPLES

Nous nous accordons de façon universelle sur le fait qu'on ne peut réduire la santé à la seule absence de maladie ou d'infirmité, mais qu'il s'agit d'un état complet de bien-être physique, mental et social. L'OMS (Organisation mondiale de la santé) elle-même affirmait cette conception de la santé dès 1948 et les sommets des différents organismes sous tutelle de l'ONU ont confirmé cette vision de la santé. Ils mettaient ainsi l'accent sur le lien entre celle-ci et l'ensemble des conditions de vie des populations : de mauvaises conditions sociales, économiques et politiques y étaient identifiées comme étant à la base d'un état de santé délabré.

Au sommet d'Alma-Ata en 1978, l'objectif affiché était la santé pour tous en 2000. Force est de constater qu'en 2007, malgré les déclarations répétées et les conclusions des grands rassemblements internationaux, les objectifs de santé n'ont jamais été respectés et les délais sont même sans cesse repoussés !

Comment expliquer une telle contradiction entre les objectifs officiels et la réalité de la santé dans le monde ? Il apparaît que ceux qui prescrivent les solutions sont aussi ceux qui impulsent la logique économique globale à l'origine de cet état de fait.

Car les éléments qui déterminent très largement l'état de santé d'une population sont intimement liés au modèle de mondialisation en cours et se trouvent donc pour l'essentiel, en dehors du système sanitaire.

Que l'on pense à l'hygiène, l'accès à une alimentation saine et équilibrée, au logement, aux possibilités d'exercer une activité permettant une rémunération décente, mais aussi un épanouissement personnel et social, ou que l'on pense enfin à la qualité de l'environnement, tous ces éléments dépendent en réalité des conditions sociales et économiques des personnes concernées. De plus, l'information et l'éducation sont indispensables pour vivre un « *état de bien être physique, mental et social* ». Enfin, le contexte politique permet ou non une stabilité économique, sociale, culturelle, et donc des conditions de vie sécurisantes et épanouissantes dans ces mêmes secteurs.

De plus, la mise en place de systèmes permettant de pallier les difficultés géographiques ou climatiques est également liée au modèle économique en place. Il est désormais reconnu que les catastrophes dites « naturelles » le sont en réalité de moins en moins puisque liées au modèle productiviste et concurrentiel actuellement dominant, et qu'en plus, elles ne font pas autant de victimes ni autant de dégâts matériels selon qu'à puissance égale, elles frappent un pays riche ou pauvre.

Comme nous le voyons donc, plus un Etat est économiquement pauvre et plus cela compromet la santé de ses habitants. Or les institutions financières internationales préconisent des mesures néolibérales qui affaiblissent les Etats et paupérisent leurs populations : suppression des produits et services de première nécessité, coupes drastiques dans les budgets sociaux, libéralisation de l'économie, privatisation des entreprises publiques ...

De plus, dans la même logique, cette mondialisation libérale prône et répand une vision marchande de la santé alors même qu'il existe un conflit d'intérêt entre la santé conçue comme un droit universel et la santé conçue

comme une marchandise. La première conception met en effet l'accent sur l'aspect global de la question : la santé n'existe que dans un environnement naturel et social porteur. La 2ème conception, à l'inverse, est sélective et très limitée : la santé n'est plus qu'une absence de maladie (grâce à des médicaments ou des soins), que l'on se procure selon ses moyens, les protections collectives étant de moins en moins possibles (après avoir connu un fort développement au Nord) au prétexte qu'elles seraient préjudiciables à... la bonne santé économique des Etats ! Une vision de la santé comme un droit universel donne la priorité aux besoins et exige donc logiquement des changements structurels de types socio-économiques, politiques et environnementaux radicalement opposés à ceux qui sont imposés aux Etats et à leurs peuples par les institutions financières internationales et qui sont conçus exclusivement dans l'intérêt des multinationales et d'une petite minorité d'individus.

Le modèle économique néolibéral imposé au plus grand nombre, en particulier au prétexte de la dette, nuit à notre système sanitaire, mais surtout, génère une dégradation de nos conditions de vie et par là même engendre en retour les problèmes de santé qu'il prétend pourtant résoudre. C'est bien cette logique économique et financière qui produit une partie des pathologies dont elle se nourrit pour mieux justifier et faire fructifier ses solutions perverses.

▼ VÉRONIQUE RACINE

BRÈVES

+ Après avoir vendu de l'essence à des prix préférentiels aux populations défavorisées du Bronx (New York), le président vénézuélien Hugo Chavez réitère à Londres. Un accord a été signé pour la fourniture par le Venezuela d'essence bon marché pour les **bus londoniens**, afin de permettre au maire Ken Livingstone d'abaisser le prix du transport en commun pour 250 000 Londoniens vivant en situation de précarité. Pas mal, hein ?

+ A combien s'élève en France les fraudes et les irrégularités concernant impôts et prélèvements sociaux ? La question mérite d'être posée car pendant longtemps, aucune étude n'a abordé le sujet. C'est chose faite depuis le 1er mars et un rapport du Conseil des prélèvements obligatoires, qui estime la **fraude fiscale et sociale** entre 29 et 40 milliards d'euros. C'est grosso modo le déficit budgétaire de l'Etat l'an dernier...

+ Les grandes entreprises se portent bien, merci. Le **record absolu concernant le bénéfice net** a été battu en 2006 par ExxonMobil avec 39,5 milliards de dollars. Le précédent record était détenu par... ExxonMobil, en 2005 ! Les seconds couteaux se portent bien aussi : 25,4 milliards de dollars pour Shell, 12,6 milliards d'euros pour Total... Si, comme nous, vous voulez que ces richesses servent davantage à aider les pauvres qu'à enrichir les actionnaires, il va falloir qu'on crie tous plus fort...

+ La Banque mondiale, le FMI et le G8 n'ont que ça à la bouche depuis le début de l'initiative PPTE (Pays pauvres très endettés) en 1996 : annulation de dette des pays pauvres ! Les derniers chiffres sont cruels : en 2005, l'**Afrique subsaharienne** a remboursé 10 milliards de dollars de plus qu'en 2004, et 7 milliards de dollars de plus que ce qu'elle a reçu en nouveaux prêts. La dette continue donc d'appauvrir l'Afrique à très grande vitesse, une preuve de plus que dès le départ, le CADTM avait tout compris sur l'initiative PPTE !

FOSSOYEUR DE L'AFRIQUE

Lors du 24e sommet Afrique-France qui s'est tenu à Cannes, le président français Jacques Chirac a une fois de plus fait preuve d'un lyrisme particulièrement déplacé à propos de l'Afrique. Il a notamment déclaré : «*J'aime l'Afrique, ses territoires, ses peuples, ses cultures*», avant de lancer : «*J'ai confiance dans son avenir car j'ai la conviction que l'Afrique nouvelle est en marche*».

Loin des propos convenus de ce sommet officiel, le CADTM a tenu à rappeler que ce sommet réunit des dirigeants, français et africains, qui s'entendent pour piétiner les droits des peuples africains et mettre l'Afrique en coupe réglée.

Pour le CADTM, présenter la situation internationale actuelle en termes de rapports Nord-Sud, comme le nom du Sommet le suggère, est une imposture : le véritable clivage oppose ceux qui profitent du modèle économique dominant et ceux qui le subissent violemment.

Les dirigeants des pays les plus industrialisés, dont Jacques Chirac, sont les promoteurs d'un système qui impose l'ouverture totale des marchés du Sud, réduit

drastiquement les budgets sociaux, privatise massivement les entreprises publiques et livre l'économie des pays du Sud,

débarassée de toute protection, aux appétits des grandes entreprises multinationales, avec la complicité des élites locales qui prélèvent leur commission au passage. La dette, que le CADTM combat fermement, en a été le vecteur.

Tandis que les peuples africains s'enfoncent dans la pauvreté (1 Africain sur 2 doit survivre avec moins de 2 dollars par jour, plus de 200 millions de personnes souffrent de la faim), une minorité – au Nord et au Sud – s'enrichit de manière scandaleuse et pille honteusement les richesses africaines. C'est cette minorité qui est représentée à Cannes alors que les peuples africains n'ont absolument pas voix au chapitre.

Pour le CADTM, Jacques Chirac a beau répéter son amour de l'Afrique, les mesures économiques qu'il défend depuis des décennies sont à la base même du drame que vivent des centaines de millions d'Africains, mortellement blessés par la dette, la corruption et la misère.

Le CADTM réclame l'abandon définitif des politiques d'ajustement structurel imposées via la dette et l'instauration d'un autre modèle économique, enfin capable d'intégrer réellement la donne sociale et la donne environnementale. C'est à ce moment-là seulement qu'on pourra dire qu'une Afrique nouvelle est en marche, débarrassée de tous ses fossoyeurs actuels parmi lesquels Jacques Chirac et les autres dirigeants présents à Cannes.

GRAVE CRISE... AU FMI !

Le FMI ne sait plus comment faire pour sortir de la crise. Ses préceptes néolibéraux sont de plus en plus rejetés et les pays du Sud accélèrent les remboursements afin de ne plus dépendre de cette institution qui s'est trompée tant de fois... Rien qu'en 2006, le Brésil, l'Argentine, l'Algérie, la Russie, la Bulgarie, l'Uruguay etc., ont remboursé d'un coup tout ce qu'ils devaient au FMI, pour un total de 33 milliards de dollars, et d'autres y pensent également. De ce fait, les commissions qui permettaient au FMI de boucler son budget ne rentrent plus et la crise couve. A tel point qu'il a réuni en janvier dernier un «comité d'éminentes personnalités» (toutes soumises au modèle dominant...) afin de lui proposer un mode de «financement durable à long terme». Autrement dit, le risque existe vraiment que le FMI mette la clé sous la porte un de ces jours... Le rêve, quoi, si cela permet de le remplacer enfin par une institution dont la mission serait de garantir la satisfaction des besoins humains fondamentaux. Alors qu'en 2003, l'encours des prêts consentis par le FMI s'élevait à 108 milliards de dollars, ce montant est aujourd'hui

inférieur à 14 milliards (dont plus de 10 pour la seule Turquie). Le FMI prévoit pour 2007 un déficit supérieur à 100 millions de dollars, qui risque de s'aggraver dans les années à venir. La solution envisagée ? Développer de nouveaux services payants (conseil, gestion des avoirs) et vendre une

partie de son or (403 tonnes sur un total de 3217 tonnes). Comme le FMI et les Etats-Unis y ont toujours rechigné, c'est dire que la situation est grave...

DES VAUTOURS EN ZAMBIE

Le fonds Donegal International, basé aux Îles Vierges, n'a pas volé son titre de «fonds-vautour». En 1979, la Roumanie a fait un prêt de 3 millions de dollars à la Zambie pour l'achat de tracteurs roumains. Pendant 20 ans, les arriérés se sont accumulés si bien que la Zambie devait 30 millions de dollars en 1999. La Roumanie a alors accepté d'effacer cette créance contre un paiement immédiat de 3,6 millions de dollars. Mais Donegal est alors entré dans la danse en achetant la créance à la Roumanie pour moins de 4 millions de dollars. Quand une partie de la dette zambienne a été effacée récemment, Donegal a attaqué la Zambie en justice pour obtenir le remboursement de 42 millions de dollars de capital et d'intérêts. Le 15 février dernier, la Haute Cour de Justice de Londres a convenu que la Zambie devait payer, mais le montant n'a pas encore été fixé. Il se murmure que la somme pourrait avoisiner les 20 millions de dollars, soit la moitié de l'allègement de dette reçu par la Zambie l'an dernier. Conclusion : pour empêcher Donegal International et ses semblables de nuire, rien de tel qu'une annulation totale de la dette...

FSM : APRÈS NAIROBI

Du 20 au 25 janvier 2007, à Nairobi au Kenya, s'est déroulée la 7ème édition du Forum social mondial (FSM). Les enjeux liés à cet espace de construction d'alternatives à la globalisation néolibérale qu'est le FSM étaient aussi nombreux qu'importants. Pour la première fois en Afrique, il s'agissait avant tout d'élargir l'enracinement du mouvement altermondialiste sur le continent le plus touché par les politiques néolibérales. Malheureusement, de nombreuses faiblesses ont fortement entravé les énormes attentes suscitées par cet événement mondial. Alors qu'on espérait vivre un forum ouvert, dynamique et porteur de sens, des inquiétudes sont rapidement apparues. Sans négliger les facteurs liés à la situation sociale et politique de la région (relative faiblesse des mouvements sociaux kenyans, situation de guerre et de conflit dans les pays voisins), certains choix des organisateurs ont été aberrants.

La marchandisation du FSM. Plutôt que d'impliquer au maximum les mouvements sociaux kenyans et l'ensemble des énergies bénévoles, le Comité organisateur a décidé d'organiser tous les aspects du forum sur la base de contrats avec des entreprises privées. Transport, traduction, restauration, sécurité, tout s'est coulé dans une logique commerciale. Les organisateurs ont même signé un accord avec une chaîne de télécommunication privée (Celtel), lui donnant le statut de sponsor officiel et le monopole des transmissions ! Cette marchandisation à outrance, en dehors du fait qu'elle s'inscrit en contradiction avec la Charte des principes de Porto Alegre, a eu plusieurs implications négatives : une nourriture très chère (3 à 4 fois le prix pratiqué localement) ; une faible intégration des mouvements sociaux kenyans dans le processus ; un coût global fortement augmenté (3 millions de dollars) ; une information lacunaire ; un échec total au niveau pourtant essentiel de la traduction. C'est cette situation inacceptable qui a amené certaines organisations (dont le CADTM) à lancer le slogan : «*le FSM n'est pas une marchandise !*».

Un droit d'entrée excessif pour les Kenyans. Dans la même logique de marchandisation, le Comité organisateur a décidé d'augmenter fortement le prix de l'ensemble des droits d'inscription par rapport aux années précédentes. Que les organisations et individus du Nord contribuent davantage à l'ensemble des coûts du Forum, cela se justifie aisément, mais fixer un droit d'entrée de 500 shillings (l'équivalent de 5 euros) pour les Kenyans est tout à fait inacceptable. Il est inconcevable que le peuple du pays où se tient le FSM ne puisse être là massivement pour peser dans les débats. Or, au Kenya, 80% de la popula-

tion vit en dessous du seuil de pauvreté et une telle somme représente pour la majorité des Kenyans l'équivalent d'une semaine de travail ! Certaines organisations kenyanes ont protesté vivement en faisant justement remarquer que «*si le FSM est le bienvenu au Kenya, les Kenyans ne sont pas les bienvenus au FSM*».

Un choix du lieu qui aggrave l'exclusion des Kenyans. Alors que le choix initial était de tenir le Forum dans le plus grand parc du centre ville, le comité organisateur a finalement décidé de louer le gigantesque stade de Kasarani, situé à plus de 15 km du centre. Cette structure, capable d'accueillir 80 000 personnes, est totalement inadaptée, puisque le nombre de participants à ce Forum est estimé entre 12 000 à 15 000. Résultat : certaines grandes salles sont vides ou pratiquement.

Un forum dominé par le discours «modéré». Dès la séance d'ouverture, avec une participation d'un peu moins de 10 000 personnes, on remarque une tonalité de discours très modérée. La voix de ceux qui prétendent donner un visage humain au capitalisme a largement dominé les autres voix, plus radicales et alternatives. Cela s'explique par le coût très élevé des activités (entre 100 et 500 euros pour une activité !), les grosses ONG pouvant alors «monopoliser» l'espace. Ainsi, l'ONG *Action Aid* a inscrit 25 activités à elle seule pour les trois jours ! Notons également que les Eglises et grosses ONG religieuses, souvent en contradiction avec la Charte des principes du FSM (droits des femmes, droits sexuels...), étaient également présentes en force.

Un 4ème Jour en contradiction avec son objectif de départ. La grande nouveauté de ce Forum était l'organisation du «4ème Jour», dans le but d'avancer vers de grandes convergences d'action. Très tardivement et sans véritables concertations, les organisateurs ont décidé d'organiser, en guise de clôture du Forum, 21 assemblées thématiques dans 21 endroits différents ! Outre le fait qu'elles n'ont rencontré qu'un succès limité (un peu moins de 1 500 personnes pour l'ensemble des assemblées), on peut se demander quel objectif était poursuivi : la recherche de convergence ou la fragmentation ? Par ailleurs, aucune place n'était prévue pour l'assemblée des mouvements sociaux. A croire que le programme de cette quatrième journée a été conçu pour que les mouvements sociaux ne puissent pas s'exprimer...

Alors bilan négatif ? Non, car malgré ces «fautes graves», le processus a démontré une grande vitalité.

Tous les Forums précédents avaient également leurs faiblesses. Disons que cette édition les a accumulées et n'a que très peu tiré les leçons, positives

et négatives, des expériences passées. Pourtant, si la critique est nécessaire, elle ne doit effacer le travail de qualité réalisé par l'ensemble des parties prenantes du



processus. Les débats ont été très riches, l'échange des expériences de luttes et les propositions concrètes d'alternatives nombreuses. Ce FSM a été également mis à profit pour renforcer la combativité et les synergies des mouvements sociaux, ainsi que pour préparer les prochains agendas de mobilisation, comme celui du contre-G8 à Rostock début juin 2007. Enfin, les actions de solidarité improvisées (comme celles autour de la Guinée) ainsi que toutes les rencontres informelles sont autant d'aspects positifs qu'il ne faut pas sous-estimer.

Mais ce qu'il faut avant tout souligner, c'est la capacité, en particulier des mouvements sociaux, de réagir collectivement et efficacement aux erreurs du Forum. Primo, **des actions directes pour garantir l'entrée libre aux Kenyans** : dès le premier jour, des blocages aux entrées principales ont forcé les responsables à ouvrir les portes à l'ensemble des Kenyans. Deuzio, **des actions contre la marchandisation** : le 22 janvier, une première manifestation s'est organisée contre le prix trop élevé de la nourriture. Le 24 janvier, différents activistes ont occupé les deux restaurants privés situés à l'intérieur du stade et obligé à une distribution gratuite de nourriture aux quelques dizaines d'enfants présents. Tertio, **l'organisation d'un forum alternatif** : face à l'impossibilité «économique» de participer au Forum, le *Parlement du Peuple*, organisation très active notamment dans les bidonvilles de Nairobi, a décidé de réaliser un forum alternatif en plein centre ville qui a été un véritable succès. Quatro, **une assemblée des mouvements sociaux réussie** : outre les actions collectives visant à corriger les erreurs, les mouvements sociaux se sont organisés pour réaliser leur assemblée, cruciale à leurs yeux. Elle a réuni plus de 2 000 participants, alors qu'elle n'était pas annoncée dans le programme officiel et qu'elle a été convoquée le jour même. Cette assemblée a finalement adopté une déclaration commune qui met en valeur toutes les luttes et résistances africaines, dénonce la marchandisation et la militarisation du FSM et affirme avec force que le FSM n'est pas à vendre ! Elle a permis de terminer la 4ème journée dans une ambiance de fraternité, de lutte et de convergence qui n'avait malheureusement pas été suffisamment présente jusque là.

Le FSM, malgré ses faiblesses, a démontré une grande vitalité. Il reste maintenant à tirer, de manière démocratique et transparente, les leçons des erreurs passées et à rectifier le tir, en particulier afin que les journées d'action globale prévues fin janvier 2008, prennent une forme adéquate, à savoir permettre, par les mobilisations et l'action, de rapprocher le slogan «*un autre monde est possible*» de la réalité vécue par les populations opprimées du monde entier.

▼ OLIVIER BONFOND

BANQUE DU SUD, UNE ALTERNATIVE ?

Toutes les institutions mondiales actuelles ont été créées par les pays du Nord pour les pays du Nord et elles sont localisées dans les pays du Nord. Le FMI et la Banque mondiale sont à deux pas de la Maison Blanche à Washington, l'OMC est à Genève, le Club de Paris à Paris, et le Club de Londres... nous ne savons pas trop où il est. Elles sont toutes à portée de main, pour être pilotées sans difficulté dans l'intérêt des dominants. En fait, elles

sont des barrières au développement et doivent être abolies.

L'annonce récente, par les présidents vénézuélien et argentin, de la création d'une Banque du sud est peut-être un pas positif. Aujourd'hui, certains pays du Sud détiennent d'importantes réserves de devises grâce à la hausse des cours des matières depuis quelques années. Ce serait le moment de les utiliser pour le développement et l'investissement à long terme plutôt que pour garantir des prêts à court terme, comme c'est le cas.

Les pays riches pourraient confier leur aide publique au développement (APD), à hauteur de 0,7% de leur revenu national brut, à cette Banque du sud, en monnaie sonnante et trébuchante. Loin des aides liées des décennies passées, cette Banque du sud pourrait légitimement récolter et redistribuer le produit de taxes internationales sur les transactions financières, développer tout un système de coopération en rupture avec l'idéologie dominante, être un moteur pour le transfert des technologies, que ce soit en flux nord-sud mais aussi en flux sud-sud. Elle soutiendrait aussi des formes d'entreprises alternatives comme les mutuelles, les coopératives...

La Banque du sud accorderait des subventions aux agriculteurs locaux sans que le pays soit contraint d'obéir aux injonctions du FMI. Les pays du Sud pourraient alors démissionner des institutions actuelles et demander à leurs agents de quitter le pays dans les plus brefs délais. Les pays pourraient conserver un système de subventions aux biens et services de première nécessité, privilégier la production agricole pour le marché intérieur et appliquer des quotas d'importation pour couvrir leurs déficits de production par rapport à leurs besoins. Ils appliqueraient aussi des tarifs douaniers - combattus par l'OMC - pour que les produits importés ne soient pas moins chers que ceux produits localement. Ce protectionnisme, tant honni par les tenants du modèle dominant et les grands médias alors qu'il signifie simplement qu'un pays tente de se protéger de diverses agressions économiques extérieures, serait le plus beau symbole d'une souveraineté retrouvée. Ceci suppose donc que cette Banque du sud puisse affronter l'OMC et contrer sa démarche de libéralisation et d'ouverture forcée des marchés.

Il ne nous appartient pas de donner des leçons en termes de luttes sociales ou de choix de modes de développement aux autres peuples. Mais nous ne pouvons pas rester indifférents à leur lutte en sachant que nous menons dans notre pays une lutte comparable. Le devoir de solidarité entre les populations doit fonctionner.

Beaucoup de questions se posent : comment cette Banque du sud va-t-elle fonctionner ? Jusqu'où sont prêts à aller le Venezuela et l'Argentine ? Seront-ils rejoints par d'autres pays prochainement ? Quelles défenses contre ses ennemis ? Quelle attitude devant les institutions existantes ?...

Devant ces interrogations, il faut faire preuve de prudence. Si cette nouvelle institution peut exister, elle sera porteuse d'un nouvel espoir d'indépendance pour les peuples du monde. Ici et ailleurs. De ce fait, elle subira des attaques féroces de la part d'un modèle économique qui a tout à y perdre et qui cherchera à l'affaiblir par tous les moyens. Le CADTM sera vigilant quant à son action et aux antagonismes qui ne manqueront pas de se créer dans son sillage.

▼ MIKE KROLIKOWSKI

LIBAN : FAUSSES SOLUTIONS

Le 25 janvier a eu lieu à Paris en grande pompe une troisième conférence des pays riches afin de trouver des fonds pour le Liban. C'est à coup de centaines de millions de dollars que la France ou les Etats-Unis d'Amérique prétendent aider ce pays déjà étranglé par sa dette et victime d'une agression militaire de la part d'Israël à l'été 2006.

Dès août 2006, le CADTM écrivait : «*Désormais, pour se reconstruire, le Liban va encore faire appel aux capitaux étrangers. Cela implique une nouvelle augmentation de la dette et de nouvelles mesures économiques d'ajustement structurel qui la conditionnent. De ce fait, le peuple libanais va devoir payer très cher, dans les années à venir, pour les conséquences de cette guerre infligée par Israël en violation des traités internationaux régissant les relations entre Etats.*» Chacun de ces mots reste plus que jamais d'actualité.

Une part importante des 7,6 milliards de dollars promis lors de la Conférence de Paris correspond à des prêts qui devront par conséquent être entièrement remboursés. Ils viendront gonfler une dette colossale, qui atteint déjà 41 milliards de dollars et représente 180% du PIB !

Cette dette permet aux créanciers d'assurer leur mainmise sur l'économie libanaise, voilà pourquoi le Premier ministre libanais Fouad Siniora a proposé un plan de réformes qui sert leurs intérêts. Le CADTM dénonce ce programme de réformes ultra-libéral qui frappe durement les plus démunis mais profite à une minorité de la population et aux grandes entreprises des pays riches : augmentation de la TVA, privatisations de plusieurs entreprises dont la téléphonie mobile en 2007 et Liban Telecom en 2008, réduction du nombre de fonctionnaires...

Cette aide très intéressée des pays riches vient donc renforcer le gouvernement Siniora qui sert leurs intérêts politiques. Loin d'apparaître comme une solution pour le peuple libanais, la conférence de Paris ne cherche en rien à lutter contre la pauvreté ou à briser le puissant mécanisme de domination que représente la dette.

Une fois de plus, le CADTM affirme que la seule solution possible pour le Liban réside en l'annulation immédiate de la dette, l'abandon des politiques d'ajustement structurel et la création d'un fonds destiné à la reconstruction, qui serait alimenté par des réparations versées par Israël. Une contribution des Etats-Unis, qui soutiennent et financent l'Etat israélien, doit s'y ajouter. C'est à ce moment seulement qu'il sera possible de dire que justice a été rendue au peuple libanais.

QUI PERD GAGNE ?

La lecture d'un quotidien comme *Les Echos* est toujours un moment vivifiant pour qui lutte contre la mondialisation néolibérale et ses ravages. La chronique de Kenneth Rogoff, ancien économiste en chef du FMI, le 8 janvier 2007, fut l'occasion de l'un de ces moments. Sous le titre «*La Bataille perdue de l'Amérique latine*», il s'interroge sur les changements politiques en cours.

Dès la deuxième phrase, Rogoff écrit : «*L'influence grandissante d'Hugo Chavez, président vénézuélien de gauche, jette un voile sombre sur la région.*» Que veut-il dire ? Réponse : «*Alors que le reste du monde adopte avec succès une économie de marché plus souple, pourquoi l'Amérique latine court-elle le risque de prendre une autre direction ? Est-ce parce qu'ils n'apprécient guère d'être passés d'une moyenne régionale d'inflation de plus de 300% il y a douze ans à un taux d'inflation à un chiffre ? Le schisme grandissant entre la gauche et la droite entraîne en tout cas une paralysie politique pénible.*» Par 'paralysie', il faut entendre l'impossibilité d'appliquer toujours plus loin les réformes néolibérales... On conçoit donc que l'émergence de gouvernements réellement soucieux de l'intérêt de leur peuple (Bolivie, Equateur) ou l'échec de peu au second tour de l'élection présidentielle de plusieurs candidats défendant de telles positions (Pérou, Mexique) gênent Rogoff et tous ceux dont il porte la parole. Pour eux, il n'y a pas d'alternative : «*Le joueur de flûte du Venezuela propose-t-il une façon plus juste et plus convenable de stimuler la croissance ? Malheureusement, non.*» Les seuls critères avancés par l'auguste expert sont purement financiers (inflation, croissance), mais la réduction de la pauvreté et l'affirmation démocratique d'une souveraineté populaire sont ignorés. Mais alors quelle issue ? L'intervention des Etats-Unis bien sûr : «*l'indifférence inexplicable des Etats-Unis pour cette région est à la fois naïve et dangereuse.*» On en viendrait presque à regretter les années 1970 avec l'opération Condor, les coups d'Etat orchestrés par la CIA et Pinochet triomphateur... A l'époque au moins, les putschs réussissaient, contrairement à celui d'avril 2002 au Venezuela, où Chavez a été rétabli par le peuple en 2 jours alors que les Etats-Unis, l'Union européenne et le FMI avaient bonne mine d'avoir déjà reconnu le gouvernement putschiste. Apothéose : «*Si les Américains ne se décident pas à soutenir leurs amis d'Amérique latine, il faudra probablement une génération entière pour réparer les dégâts.*» Et qui réparera les dégâts humains que les stupides discours de Rogoff auront causés ?

✎ DAMIEN MILLET

Avant les élections, j'adhère au CADTM

B28

Nom (en capitales) : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____ Mel : _____@_____

- > Adhésion au CADTM France et abonnement aux publications : [] 48 euros [] 27 euros (petits revenus)
- > Adhésion seule : [] 10 euros [] 5 euros (petits revenus)
- > Abonnement seul : [] 38 euros [] (22 euros - petits revenus)

A adresser avec votre règlement à : **CADTM France, 17 rue de la Bate, 45150 Jargeau**